

Front Ouvrier

Siège : CAFÉ DE L'ESCARGOT
4, rue de Marseille, 4
LYON Tél. PARMENTIER 08-64

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

ABONNEMENT
ANNUEL : 40 fr.

LA DEUXIEME LIBERATION

La première libération, c'était la libération de la Gestapo, contre laquelle l'ouvrier révolutionnaire français a mené, dès le début, une lutte implacable. Il n'y a plus de Gestapo, mais sommes-nous libres ?

Celui qui travaille à l'usine, dont le salaire est toujours insuffisant et qui est toujours mal nourri, est-il libre ? Celui qui travaille dans les mines ne doit-il pas ruiner sa santé et se faire exploiter comme avant ? Et la liberté du chômeur à 1.600 francs par mois n'est-ce pas tout simplement la liberté de crever de faim ? Nous, les ouvriers, sommes-nous maîtres de notre destin ou toujours les esclaves de la « condition prolétarienne » ? Elevons-nous nos enfants dans la santé et le bonheur, ou sommes-nous, avec eux, toujours, proie facile de la tuberculose ? Ne sont-ce pas toujours les riches, les bourgeois, les capitalistes, les hauts fonctionnaires qui ont les belles maisons, viande et beurre à volonté, tandis que nous n'avons pas assez de pain pour nos gosses ? Si nous nous sommes battus contre les tortionnaires, ce n'était pas pour faire plaisir à notre bourgeoisie, pour la « libérer » d'une concurrence gênante. Nous nous sommes battus pour nos droits et pour notre liberté à nous. Nous ne nous arrêterons pas à la première étape. Evidemment, les organisations ouvrières officielles sont rétablies, on s'exprime plus librement qu'avant, on lutte ouvertement pour la démocratie complète. Mais, attention, les mêmes qui, hier, voyaient notre lutte avec un œil bienveillant, s'approprient aujourd'hui à nous mettre la corde au cou. Un mot suffit : Grâce ! Voulons-nous reprendre souflet, recommencer la lutte, la lutte sociale pour la libération du travail, pour l'abolition de l'esclavage du salariat, pour la chute du capitalisme, bref, pour la deuxième, notre véritable libération ?

Poser la question, c'est y répondre. La résistance ouvrière doit continuer. Ce n'est pas nous, les ouvriers, qui avons inventé la lutte des classes. C'est vous, Messieurs les bourgeois, qui nous l'imposez. Nous avons souffert, vous vous êtes enrichis. Nous voulons qu'on saisisse vos profits illicites et qu'on les emploie pour nourrir, vêtir et chauffer nos vieillards et nos gosses — et cela sous le contrôle de nos Comités d'ouvriers !

Nous avons lutté, vous avez collaboré. Nous voulons l'épuration totale de tous les patrons anti-sociaux et de tous ceux qui les ont aidés. Et que cet avertissement à tous les exploités fasse sous le contrôle des Comités d'ouvriers !

Vous avez vidé vos stocks de vivres et nous voulons les manger nous-mêmes. Que nos Comités d'ouvriers contrôlent le ravitaillement, pour qu'on donne enfin moins aux lâchards et des rations plus grandes aux travailleurs !

Nous sommes dans des taudis, vous êtes dans des palais. Nous formerons nos Comités d'ouvriers pour faire baisser le prix de nos loyers et pour la gratuité des loyers pour les chômeurs !

Nous faisons le labeur, vous volez ses fruits. Nos Comités d'ouvriers, établissant le contrôle ouvrier dans les usines, vous montreront que nous n'avons pas besoin de vous !

Ne nous trompons pas sur les difficultés que nous rencontrerons, les choses sont plus facilement écrites qu'elles ne sont faites. Ce ne sont pas seulement « les trusts » dont on parle aujourd'hui, c'est toute la bourgeoisie, si décadente soit-elle, avec les multiples aides qu'elle trouve, qui nous dressent des obstacles. De toutes parts, on veut nous tromper. Voyons le grand journal « Figaro », n'est-il pas devenu maintenant, lui aussi, une feuille de propagande socialiste ? Dans ses colonnes, Monsieur François Mauriac proteste contre les camps de concentration, s'indigne que « la chair torturée amuse les gens de police » et préconise un « socialisme humaniste », ajoutant encore une autre aux innombrables défigurations du seul véritable socialisme, celui de Marx, Lénine, Rosa Luxembourg.

La lutte sera rude, car nous ne voulons pas naïvement améliorer la société existante, nous voulons fonder une nouvelle société. Une société qui permettra enfin au genre humain de faire, en pleine conscience de ses besoins et de sa volonté, lui-même sa propre histoire. Pour cela, il faut que la classe ouvrière prenne en mains la direction de la société — c'est précisément en cela que consiste sa véritable libération.

En se libérant, la classe ouvrière ne fait que son devoir envers l'humanité souffrante.

F. O.

A PROPOS DE L'EPURATION

Bombes sans résultat

Les journaux vichyssois qui s'indignent des conséquences logiques d'une telle politique. Ils préféreraient diriger des « hommes de main » chiens écrasés. La presse libérée a maintenant sa rubrique de bombes, des enlèvements et des exécutions sommaires. Sans plus de commentaires, et avec une certaine gêne, la poule Résistance a pondu un œuf de canard. La lutte contre les nazis par les seules méthodes de l'action militaire, l'habitude donnée aux groupes francs d'agir sans réflexion, sans éducation politique, portent maintenant leurs fruits. L'élan est donné, les éléments les moins conscients de la Résistance continuent à réagir, comme ils ont toujours réagi, comme on les a toujours encouragés à le faire. Ce qui est un peu fort, c'est de voir les pères-la-morale se mettre en campagne.

Après avoir lancé les « durs » dans la voie de l'activisme anarchique, les voilà qui s'indignent des conséquences logiques d'une telle politique. Ils préféreraient diriger des « hommes de main » chiens écrasés. La presse libérée a maintenant sa rubrique de bombes, des enlèvements et des exécutions sommaires. Sans plus de commentaires, et avec une certaine gêne, la poule Résistance a pondu un œuf de canard. La lutte contre les nazis par les seules méthodes de l'action militaire, l'habitude donnée aux groupes francs d'agir sans réflexion, sans éducation politique, portent maintenant leurs fruits. L'élan est donné, les éléments les moins conscients de la Résistance continuent à réagir, comme ils ont toujours réagi, comme on les a toujours encouragés à le faire. Ce qui est un peu fort, c'est de voir les pères-la-morale se mettre en campagne.

A BAS LES MOUCHARDS DE LA CLASSE OUVRIERE !

Ne laissons pas enterrer l'affaire Poidebart !
Demandons une enquête publique !
Les dossiers fournis au personnel syndical des usines !
Les fiches remises immédiatement aux ouvriers intéressés !

150.000 ouvriers militants mis en fiches ! 130 entreprises patronales compromises dans cette officine de délation !

Des ramifications à Saint-Etienne, à Genève, etc...

On comprend pourquoi c'était toujours l'avant-garde ouvrière qui trinquait dans les dénonciations, les licenciements, les déportations, les exécutions.

L'enquête est ouverte et elle se poursuit, nous dit-on. Comme Marie-Louise Barron dans la *Voix du Peuple*, nous ne pouvons que dire : « Ainsi soit-il ! »

Nous n'osons pas trop espérer qu'elle ira plus vite que l'épuration ou que la confiscation des profits illicites.

Ni qu'elle sera conduite avec la même diligence que les nationalisations et les mises sous séquestre.

Nous pourrions peut-être faire appel aux ouvriers intéressés et leur demander de donner un coup de main.

Et comme mesure pratique, pour ne pas laisser enterrer l'affaire, leur suggérer de demander :

1° Une enquête publique donnant notamment la liste des organisations patronales participant à cette entreprise de combat capitaliste.

2° La transmission rapide à chaque usine intéressée d'un double du dossier concernant l'usine (remise du dossier aux mains des délégués syndicaux et des délégués du personnel).

3° L'étude du dossier, l'établissement d'un rapport demandant, s'il y a lieu, la mise sous séquestre de l'usine et sa remise entre les mains d'un comité de gestion élu par le personnel.

4° Et, enfin, la remise immédiate de toutes les fiches aux ouvriers intéressés par l'intermédiaire des syndicats. (Espérons que la police du Gouvernement n'en a déjà pas établi un double !)

Travailleurs, ne vous laissez pas prendre de vitesse ! Le patronat vous a montré son vrai visage, celui du combat anti-ouvrier, celui de l'exploitation éhontée.

Il ne vous considère pas comme des hommes. Pire que des bêtes, il vous met en fiches.

Ne réagirez-vous pas ?

F. O.

PEUPLE, VOICI TES MAITRES !

Depuis quelque temps déjà, la Somua est mise sous séquestre. Mais touchera-t-on la firme Schneider dont elle est un gros morceau, nous en avons déjà parlé dans notre article précédent. Dans l'entre-deux guerres, il se partagea amicalement, avec de Wendel, la grosse métallurgie. Tandis que de Wendel assurait sa suprématie en France, Schneider pratiquait une politique résolument expansionniste. Lors de la liquidation des séquestres allemands en Lorraine désannexée, le groupe du Creusot

se portait acquéreur, pour un montant dérisoire, des importantes usines de Knutange. Les fabriques autrichiennes Skoda étaient devenues, après les traités de paix, tchécoslovaques, le haut personnel restant purement allemand. En 1919, Schneider raffait la majorité des actions, entraînait au Conseil d'administration et prenait effectivement le contrôle de l'affaire.

Le groupe du Creusot prenait aussi des intérêts dans la Société autrichienne des Mines et de Métallurgie, à Teschen, en Silésie, et s'introduisait en Pologne ; de moitié avec la Vickers, anglaise, de Basil Zaharoff, il entreprenait d'équiper la nouvelle armée polonaise et créait, à Varsovie, la Société polonaise du Matériel de Guerre. Par l'intermédiaire de la Banque de l'Union Parisienne, il arrivait à contrôler toutes les grosses affaires métallurgiques de Bohême, de Silésie et de Pologne, et par la Banque Générale de Crédit Hongrois, cent quatre-vingt-deux entreprises hongroises. Les Etats nouvellement créés ou agrandis par le traité de Versailles, ayant peu de disponibilités, Schneider renouait la tradition des emprunts : le gouvernement français faisait régler les commandes au tout-puissant fournisseur grâce à des emprunts souscrits par l'épargne française et même parfois grâce à des avances consenties par les finances françaises au gouvernement étranger débiteur : c'est ainsi qu'en 1931 le gouvernement français fit une avance de trois cent cinquante-quatre millions à la Hongrie, pays nettement hostile à la France, à seule fin de faire plaisir à M. Schneider.

Le même M. Schneider se montra pourtant patriote, voire chauvin, pour prôner et soutenir l'occupation de la Ruhr, qui lui permit de subjuguer son rival allemand Stinnes.

Il ne perdait cependant pas son temps en France où l'amiral Lacaze représentait le Creusot à l'Assemblée générale de la Banque de France, tandis qu'au P.L.M., M. Schneider, administrateur,

se portait acquéreur, pour un montant dérisoire, des importantes usines de Knutange.

Les fabriques autrichiennes Skoda étaient devenues, après les traités de paix, tchécoslovaques, le haut personnel restant purement allemand.

En 1919, Schneider raffait la majorité des actions, entraînait au Conseil d'administration et prenait effectivement le contrôle de l'affaire.

Le groupe du Creusot prenait aussi des intérêts dans la Société autrichienne des Mines et de Métallurgie, à Teschen, en Silésie, et s'introduisait en Pologne ; de moitié avec la Vickers, anglaise, de Basil Zaharoff, il entreprenait d'équiper la nouvelle armée polonaise et créait, à Varsovie, la Société polonaise du Matériel de Guerre.

Par l'intermédiaire de la Banque de l'Union Parisienne, il arrivait à contrôler toutes les grosses affaires métallurgiques de Bohême, de Silésie et de Pologne, et par la Banque Générale de Crédit Hongrois, cent quatre-vingt-deux entreprises hongroises. Les Etats nouvellement créés ou agrandis par le traité de Versailles, ayant peu de disponibilités, Schneider renouait la tradition des emprunts : le gouvernement français faisait régler les commandes au tout-puissant fournisseur grâce à des emprunts souscrits par l'épargne française et même parfois grâce à des avances consenties par les finances françaises au gouvernement étranger débiteur : c'est ainsi qu'en 1931 le gouvernement français fit une avance de trois cent cinquante-quatre millions à la Hongrie, pays nettement hostile à la France, à seule fin de faire plaisir à M. Schneider.

Le même M. Schneider se montra pourtant patriote, voire chauvin, pour prôner et soutenir l'occupation de la Ruhr, qui lui permit de subjuguer son rival allemand Stinnes.

Il ne perdait cependant pas son temps en France où l'amiral Lacaze représentait le Creusot à l'Assemblée générale de la Banque de France, tandis qu'au P.L.M., M. Schneider, administrateur,

« Les Nations Unies respectent le droit qu'à chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous lequel il doit vivre. » (Charte de l'Atlantique. Art. III.) Exemples : L'Italie, La Belgique, La Grèce...

LUTTE DU PEUPLE GREC POUR SON INDÉPENDANCE

TRAHISON !

Camarades grecs ! Qui avez subi en 40-41 la guerre du fascisme muscolinien et de l'hitlérisme dans des conditions d'inégalité terribles ?

Qui avez subi l'occupation, la répression, la déportation ;

Qui avez pris le maquis dans vos farouches montagnes ;

Qui avez vu vos femmes et vos enfants crever de faim par suite du blocus inhumain ;

Qui avez vu votre dernier argent gagné honnêtement tomber à zéro par suite d'une inflation monstrueuse (20.000.000 de drachmes pour un drachme nouveau) ;

Qui, grâce à l'action énergique de vos partisans, vous êtes libérés presque entièrement vous-mêmes.

Vous avez chassé le nazi ;

Vous ne voulez plus du retour d'un roi, ni d'un gouvernement s'appuyant sur des intérêts et des canons étrangers, ainsi que sur une police anti-ouvrière formée sous l'occupation allemande et encadrée par des fascistes ;

C'est votre droit du peuple à disposer de lui-même que vous réclamez !

Vous croyiez à la Charte de l'Atlantique peut-être ? Et à la libération pour la beauté du geste ?

Vous avez compris que cette guerre n'est en réalité qu'un conflit d'impérialismes rivaux, de capitalistes internationaux en concurrence pour un partage mondial des marchés économiques.

Et vous avez, avec votre conscience de classe, pris hardiment position.

Syndicalistes, socialistes, communistes révolutionnaires, internationalistes, tous ensemble unis dans un front ouvrier unique, vous avez passé au combat pour une révolution prolétarienne, pour la construction d'un monde socialiste, pour l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Et tout de suite vous vous heurtiez non seulement à vos propres capitalistes bourgeois, mais encore aux trusts mondiaux, aux puissances impérialistes.

Ceux qui prétendaient vous libérer vous apportent aujourd'hui des balles, des bombes, des tanks et des avions, mais ils s'en servent contre vous.

Ce n'était pas assez sur une population de 7 millions d'habitants de 700.000 morts de faim, de 500.000 déportés, de 200.000 fusillés. Ce n'était pas assez de deux personnes de disparues sur dix (et pas des bourgeois, bien sûr, des prolétaires).

Aujourd'hui, on vous traite en rebelles. Comme on ne peut plus vous faire le coup du « mauvais patriote », on vous fait le coup de « l'insurgé ».

Vous avez adressé un appel aux organisations ouvrières des autres pays, mais celles-ci, prisonnières de leur politique d'union sacrée à tout prix (même au prix d'une défaite ouvrière ?), se taisent, et, nationalement, ne prennent pas position (sauf une extrême gauche travailliste anglaise).

Camarades grecs, vous avez pourtant raison. Acceptez notre hommage.

Continuez la lutte pour la révolution socialiste et la construction d'une véritable démocratie ouvrière.

Même vaincu par le sort des armes, sous le coup des impérialismes mondiaux et abandonnés par vos camarades étrangers, vous en sortirez grandis aux yeux de tous les vrais militants ouvriers.

Puisse à votre exemple le prolétariat mondial se réveiller et jeter à bas le joug capitaliste mondial.

Vive l'Emancipation ouvrière !
Vivent les Etats Unis socialistes d'Europe et du monde !
Vive le Proletariat grec !

REVOL.

commandait des locomotives à M. Eugène Schneider, administrateur du Creusot. M. de Neuffize, régent de la Banque de France, était membre du Conseil de surveillance du Creusot.

On voit par ces exemples, qui sont loin de recouvrir toute l'activité des firmes Schneider, quelles peuvent être les ramifications d'une grande entreprise.

Toute nationalisation par-

Claude EYRAND

SUR LE FRONT OUVRIER

CONTROLE OUVRIER

L'Assemblée Consultative vient de débattre une question de première importance pour la classe ouvrière : les comités consultatifs d'entreprise.

Nous ne connaissons pas encore quel sera le projet définitif du gouvernement, mais le problème du contrôle ouvrier à la gestion de l'économie est posé :

A la base : les comités consultatifs ouvriers ;

Au sommet : les commissions consultatives paritaires au sein des comités d'organisation.

Tentatives bien timides, mais nous voyons déjà les défenseurs du système capitaliste s'efforcer de limiter le rôle de ces comités.

Aurait-on peur que les travailleurs se rendent compte du trafic et des profits monstrueux que réalisent les exploités sur le dos de la classe ouvrière ?

Aurait-on peur que ces travailleurs démontrent l'incapacité des capitalistes à diriger sagement l'économie ?

Quant à nous, notre position est prise. Seule la gestion de l'économie par les ouvriers en permettra le relèvement.

Les comités consultatifs d'entreprise ne peuvent être que des mesures illusoire qui affectent bien peu les privilèges des capitalistes. Ceux-ci conservent malgré tout la réalité du pouvoir et maintiennent leur dictature économique. C'est cette dictature qu'il faut briser en instaurant des comités de contrôle ouvrier dans chaque entreprise en commençant par les plus importantes, sinon les trusts ne seront nullement éliminés du pouvoir.

Il en est de même des mises sous séquestres qui ne constituent aucunement la remise de ces usines aux travailleurs, pas plus que les « nationalisations ».

Il est aisé de constater que le Comité consultatif des usines Berliet, qui constitue pourtant l'un des cas les plus favorables pour nous, ne participe que dans une certaine mesure à la gestion de l'entreprise grâce à un concours de circonstances heureuses. Le séquestre n'est qu'une gérance provisoire qui n'implique pas obligatoirement la participation des travailleurs. Pour cela le seul moyen est la confiscation immédiate de tous les biens de la Société ou de l'employeur et leur remise à un comité de gestion issu véritablement du personnel.

Les commissions paritaires consultatives au sein des comités d'organisation sont conçues dans le même esprit. Pourquoi les représentants des organisations syndicales n'ont-ils que voix consultative ? Leur participation doit être effective. Les 180 comités d'organisation tout puissants dans leur branche d'activité étaient sous l'influence directe des trusts qui continuent de les diriger. Si la nécessité de ces organismes est reconnue pour organiser et diriger l'économie, leur composition doit être complètement modifiée. Les travailleurs doivent y être largement représentés afin d'y effectuer un contrôle salutaire sans lequel les comités d'entreprise n'auraient aucune valeur réelle — toute mesure qui ne s'en inspirerait pas serait vouée d'avance à un échec certain.

Les nationalisations sont étroitement liées à ces expériences qui, pour réussir, doi-

vent se généraliser rapidement. L'étatisation telle qu'elle fut appliquée à l'aéronautique ou aux chemins de fer ne peut pas être une solution, car les capitalistes conservent leurs privilèges : par leur participation aux conseils d'administration, par la prise en charge des dettes par l'Etat qui leur assure un revenu régulier. Là encore, nous voulons la confiscation pure et simple au profit du personnel, sans aucun rachat. Nous demandons la gestion du personnel et des usagers, car les représentants de l'Etat capitaliste appliquent obligatoirement la politique des capitalistes.

Les nationalisations exigent la disparition totale de l'emprise du capitalisme sur l'Etat. Elles sont aussi incapables d'organiser la production que d'assurer le bien-être des travailleurs.

Il faut que tous unis, ingénieurs, cadres, techniciens, employés et ouvriers élisent leur comité d'entreprise, afin de contrôler la gestion et la vie de l'usine, obtiennent la participation active des organisations syndicales aux comités d'organisation, afin de contrôler la gestion de la vie économique du pays.

Partout ils doivent se substituer aux capitalistes pour assurer une gestion économique qui soit saine et profitable à tous les travailleurs.

Alors seulement, nous pourrions appliquer les nationalisations intégrales, nous serons capables d'abattre le grand capitalisme et de participer à la réalisation des Etats Unis Socialistes du monde, seul gage de paix durable et du bonheur des peuples.

FREDEAU.

ENGELS NOUS PARLE DE L'ÉTAT

« D'après la philosophie, l'Etat c'est « la réalisation de l'Idée » ; c'est, en langage philosophique, le règne de Dieu sur la terre, le domaine où la vérité éternelle et la justice éternelle se réalisent ou doivent se réaliser.

« De là ce respect superstitieux de l'Etat et de tout ce qui touche à l'Etat, respect qui s'installe d'autant plus facilement dans les esprits que l'on est habitué depuis le berceau à s'imaginer que les affaires et les intérêts généraux de la société tout entière ne sauraient être réglés autrement qu'on ne l'a fait jusqu'ici, c'est-à-dire par l'Etat et ses sous-ordres dûment installés en fonction. Et l'on croit avoir déjà fait un progrès tout à fait hardi si l'on s'est affranchi de la croyance en la monarchie héréditaire pour jurer dans une République démocratique. Mais, en réalité, l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre, et cela tout autant dans une République démocratique que dans une monarchie, et le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'il est un fléau dont le prolétariat hérite dans sa lutte pour arriver à sa domination de classe, mais dont il devra, comme l'a fait la Commune, et dans la mesure du possible, atténuer les plus fâcheux effets, jusqu'au jour où une génération élevée dans une société d'hommes libres et égaux, pourra se débarrasser de tout fratrias gouvernemental. »

(Engels, préface de 1891 à la « Guerre Civile en France », de Karl Marx.)

FRATERNITÉ PROLÉTARIENNE.

Hitler asservissait et exploitait les ouvriers de presque tous les pays européens, en collaboration avec les bourgeois et fonctionnaires d'Etat de ces pays. Mais, avant de pouvoir faire la guerre, il lui fallait briser la volonté socialiste dans « son » prolétariat, qui s'exprimait dans vingt millions de voix socialistes et communistes. N'oublions pas les centaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires allemands qui ont été, sous les applaudissements des réactionnaires du monde entier, jetés dans les camps de concentration, où ils sont toujours. Par cela, Hitler a privé le prolétariat allemand de son avant-garde, et c'est une des causes de l'échec de la révolution en Allemagne, dont on s'étonne tant. Mais les souffrances par la guerre poussent les masses en avant. Entendons à ce sujet l'« Action », de Paris :

« Si le parti nazi a réussi à fanatiser le peuple allemand, c'est qu'il a obtenu de la finance internationale des appuis moraux et des concours financiers, et, dans la plupart des pays, des complicités pour la guerre... »

« Mais il n'est plus permis de douter... de la volonté d'une fraction importante du peuple allemand de se débarrasser de la finance nazie. »

« Il était si facile de les avoir », c'est-à-dire les ouvriers allemands, pour des manifestations contre la guerre et le régime nazi, raconte un ouvrier français dans l'« Action », et il continue : « quand on leur parlait de la lutte ouvrière, on voyait une leur s'allumer dans le regard des ouvriers allemands ». Et il cite un bel exemple de la fraternité prolétarienne internationale :

« De ce nouvel état d'esprit, j'ai maintes preuves. Entre autres, celle-ci : si je suis ici aujourd'hui, en train d'écrire ces lignes, c'est parce qu'à mon éviction ont aidé des ouvriers allemands antinazis... »

SUR LE FRONT INTERNATIONAL

L'ESPAGNE AU TOURNANT

Espagne ! Pour beaucoup d'entre nous, ce nom évoque des images qui ne s'effacent pas facilement. De juillet 1936 à février 1939, de l'enthousiasme des premiers jours de la Révolution aux foudres de réfugiés passant la frontière pyrénéenne et que notre gouvernement « démocratique » internait dans des camps tristement célèbres depuis ; de l'immense espoir dans la victoire du prolétariat espagnol à sa défaite sous les coups conjugués du capitalisme tant indigène qu'international, soit sous la forme hypocrite de la « non-intervention », soit sous la force cynique de l'intervention armée, sous les coups aussi des fautes des partis ouvriers et de « l'aide » un peu trop conditionnelle de l'U.R.S.S.

1944, cette Espagne qui gémit depuis cinq ans sous le joug fasciste, la voilà qui revient de nouveau au premier plan des préoccupations internationales. C'est que le développement de la guerre est proche et la secoue elle aussi jusqu'aux entrailles. Ses classes laborieuses, asservies et muselées, cherchent elles aussi à profiter de la situation pour affirmer leur droit à une existence libre.

Nous n'avons, malheureusement, que trop peu de nouvelles et celles qui nous parviennent sont trop tendancieuses pour nous permettre d'avoir une image exacte de ce qu'est la situation à l'intérieur du pays. Force nous est donc de nous rabattre sur l'action des différentes organisations d'émigrés pour nous faire une idée de ce que peut être l'avenir de l'Espagne.

C'est dans le Midi pyrénéen et la région de Toulouse que se trouve la concentration la plus dense de l'émigration espagnole, c'est donc là que cette émigration a pris des formes politiques organisées qui sont : l'Union Nationale Espagnole (U. N. E.), combinaison politique comprenant le Parti Communiste Espagnole, la C.E.D.A. (parti agraire de Gil Robles), les monarchistes et qui est adhérente à la Junte Suprême d'Union Nationale qui siège clandestinement à Madrid et dont le président est Gil Robles, actuellement au Portugal.

L'Alliance Démocratique (A.D.), composée tout d'abord des deux grandes centrales syndicales C.N.T. et U.G.T., de la Fédération Anarchiste

(IL NE FAUDRAIT PAS.)

« Action », de Paris, arrache le masque, « patriotique » au capitalisme : « Et envoi de grandes quantités d'acier d'Allemagne en Argentine, par l'intermédiaire d'agents à New-York, et en pleine guerre, est un exemple suggestif de la solidarité apatride de certains trusts internationaux ! », et dénonce l'impérialisme : « Il ne faudrait pas que, sous prétexte de s'assurer les garanties nécessaires, les nations victorieuses réalisent une opération dont les conséquences seraient, en définitive, désastreuses. L'Allemagne avait prétendu « faire le socialisme » en brisant le seul capitalisme « allemand ». On ne peut pas s'empêcher de penser qu'une tentative de liquider l'impérialisme économique en brisant les seuls trusts allemands au profit des trusts anglo-saxons, est exactement du même ordre. »

D'UNE USINE A L'AUTRE...

S.N.C.F.

Exploitation C.G.T. Section technique Perrache. Réunion syndicale.

1° A l'unanimité a été votée la suppression du B.O.T. (Bureau d'Organisation du Travail) sur échelle régionale. En effet, à Perrache, celui-ci n'a jamais donné satisfaction au personnel et représentait plutôt un service de délégués.

2° L'insuffisance des salaires est toujours à l'ordre du jour. Les cheminots demandent un minimum vital sur la base de 3.000 fr. par lieu et place d'un certain nombre de primes bien faites pour être difficilement contrôlables. Ils ont jusqu'à maintenant manifesté publiquement si cela est nécessaire.

Sait-on aussi que la prime d'avancement et de libération n'ont jamais été touchées par la corporation du rail.

De plus, un camarade a soulevé une question digne d'être connue : alors que l'augmentation des salaires a été dégressive (de la base au sommet), il en est tout autrement pour les gratifications qui, elles, sont progressives de 10 % à l'échelle 1, à 20 % à l'échelle 18.

3° Les cheminots demandent aussi la suppression des wagons-couchettes (un wagon pour 25 personnes) et estiment qu'un wagon de 3^e classe conviendrait bien mieux aux usagers pour lesquels voyager n'est pas un luxe mais une nécessité.

Il a été également signalé que le service de manutention voit trop peu de colis pour le ravitaillement alors que de Grenoble sont envoyées à Guéret... des couronnes mortuaires. Vraiment, de qui se moque-t-on ?

4° Le bureau et diverses commissions ont été élus et tous sont bien décidés à lutter farouchement pour de trop justes revendications.

LA VACHE QUI RIT.

M. Bel, du grand trust laitier « La Vache qui rit », vient enfin d'être arrêté. Cette mesure de rigueur vient peu après une mesure de faveur. Bel avait obtenu le droit de payer le lait deux sous de plus par litre aux paysans que les autres ramasseurs ; il s'assurait ainsi le monopole de la fabrication du beurre et du fromage dans tout le Jura.

Ravitailant les Allemands, ravitaillant plus tardivement le marquis, s'enrichissant toujours, M. Bel va-t-il enfin avoir à répondre de ses bénéfices de guerre ?

ENTREPRISE MONIN

(Sainte-Foy-l'Argentière).

Un petit groupe de jeunes ouvriers travaillant à Badan a versé la somme de deux cents francs pour les prisonniers de la Carrière.

Merci pour ce geste généreux qui prouve que nos jeunes ne pensent pas qu'à eux.

USINE MAMMOUTH.

Rectification : sur l'écho paru dans notre premier numéro, on a pu lire : 25 % de majoration sur le tarif horaire au-dessus de quarante heures ; c'est 5 % qu'il faut lire : il s'agit d'une erreur de frappe.

DELLE.

Le personnel des A.C.E.D. a vu dans Lyon-Libre du 15 décembre que Delle était lui aussi dans « l'Armoire aux poisons ».

Grande fut la colère des travailleurs et à cette occasion le dernier voile des illusions, qui empêchait quelques camarades de mettre la direction à sa vraie place, celle de gérant des seuls intérêts capitalistes, est tombé.

Finis le « bon » patron, la « bonne » direction ! Le dossier est lourd. Qui a implanté le fameux système Bedaux ? Système de rendement maxima, dans l'intérêt des ouvriers, disait-on à nos délégués. Cela n'était pas évidemment dans l'intérêt de l'entreprise capitaliste Delle. Et les ouvriers malades qui croyaient pouvoir se soigner par le repos et qui, trois jours après l'arrêt du travail, recevaient recommandée la fameuse lettre-typé : « Crève si tu veux, mais reprends le boulot, ou tu seras mis à la disposition de l'inspecleur du travail » ; en 1943, nous savons bien ce que cela voulait dire !

Le dossier est lourd et ancien. Un trop grand nombre de camarades furent relégués d'affectation pendant le début de la guerre, avec la note précise : « relégué par mesure disciplinaire ». Pas besoin de « l'Armoire » pour ça, direz-vous, messieurs, notre dossier personnel complétait l'office.

Fichier personnel ou fichier de « l'Armoire », toujours la même organisation méthodique de la répression contre l'avant-garde ouvrière, méthode illustrée de si sanglante façon pendant l'occupation par le Gestapo et la milice de Darnand et Doriot.

L'« Armoire » est liée à votre Chambre syndicale patronale à laquelle vous êtes liés vous-mêmes ; vous êtes coupables et avec vous le régime d'exploitation capitaliste que nous condamnons parce que seul capable d'engendrer de telles méthodes de mouchardage et de payer des hommes pour les appliquer.

Travailleurs de Delle, ingénieurs, techniciens, employés, ouvriers, vous établirez vous-mêmes les responsabilités de votre entreprise, vous crèverez l'abcès. Formant un bloc derrière vos délégués pour travailler dans l'intérêt des travailleurs et non plus des seuls intérêts capitalistes, vous exigerez la mise sous gestion ouvrière de l'usine, sous le contrôle et la direction de votre « Comité d'entreprise » élu, premier pas vers la gestion ouvrière généralisée.

POURQUOI NOUS SOMMES-NOUS BATTUS ?

Les très prudentes « Libertés », de Paris, posent la question : « Aujourd'hui que la victoire est proche, les forces mauvaises, celles des trusts nationaux et internationaux, la peur mortelle dissipée et l'appétit aigu réveillé, se font de nouveau sentir. Elles inspirent les plans d'après-guerre, peu ressemblants à la charte de l'Atlantique. Si elles devaient l'emporter, l'amère question : « Pourquoi nous nous sommes battus ? » se reposerait devant notre génération, comme elle s'est posée à la génération de 1918. Jusqu'à la prochaine guerre. »

A PROPOS DE L'EMPRUNT

COMME ON OUBLIE !

Un énorme effort de propagande a été fait pour l'emprunt 3 %. Nous avons dit ce que nous pensons, comme méthode de confiscation des produits illicites, de ce tour de passe-passe.

Nous avons montré dans notre dernier numéro comment à l'origine de cette manœuvre capitaliste il y avait l'influence décisive des hommes des trusts et, notamment, celle de feu Lepercq, ex-ministre des Finances du Gouvernement de Gaulle.

Aujourd'hui, nous voudrions attirer l'attention sur un encadrement que tout le monde a pu voir en affiche ou sur les journaux à l'occasion de l'émission du 3 % ; affiche qui représente les différentes libérations de l'histoire, et dans l'ordre : le bonnet phrygien, M. Thiers, Clemenceau et le général de Gaulle, avec comme seule conclusion, souscrivez à l'emprunt.

Le bonnet phrygien à côté de M. Thiers, voyez-vous, ça nous semble assez drôle et pas du tout de circonstance.

Ce monsieur Thiers, n'est-ce pas le Pétaïn de 1870 ?

N'est-ce pas surtout ce monsieur Thiers qui écrasa la résistance ouvrière d'alors, non-acceptation du retour au pouvoir d'une clique capitaliste et réactionnaire ?

N'est-ce pas le même monsieur Thiers qui, par de honteux procédés d'ignominie et sous prétexte d'ordre et d'union, mata dans le sang ouvrier français la Commune parisienne, avec l'aide de ses Versaillais (militieux d'alors).

La Commune, première éruption du prolétariat sur la scène politique, d'après Karl Marx.

N'est-ce pas M. Thiers qui fit fusiller (sans jugement, et comme épuration c'était rapide lorsqu'il s'agissait de mettre à l'ombre les révolutionnaires) 20.000 ouvriers parisiens, en condamner 50.000 et en déporter 10.000 autres !

Et, aujourd'hui, on refait une virginité à ce sinistre coquin bourgeois.

Ah ! non. Nous, nous n'oublions pas. Et si l'on nous prépare un nouveau tour de passe-passe, une nouvelle poussée réactionnaire, une nouvelle répression ouvrière, sous les mêmes prétextes, nous ne nous reconnaissons pas le droit de nous taire et de trahir l'esprit des fusillés de la Commune.

J'ai bien entendu quelques militants syndicalistes, socialistes et communistes, protester contre le choix de M. Thiers. Mais, seule, à ma connaissance, une partie de la presse toulousaine a protesté officiellement auprès des services compétents contre l'emploi de ce genre de publicité.

Quant aux autres journaux de ces partis, ils n'en ont pas pipé mot.

Ils ont fait passer le placard de propagande. Nous voulons bien croire qu'ils y ont été obligés, mais pourquoi n'ont-ils pas protesté !

REVOL.

Camarades ouvriers, paysans, syndiqués ou non, « Front Ouvrier » est votre journal. Ecrivez-nous, envoyez-nous vos critiques et vos suggestions à l'adresse suivante : Café de l'Escargot, 4, r. Marseille, Lyon

M. Porphyrogères, chef du parti communiste grec, assure le régiment éventuel, l'évêque Damarkinos, de son appui entier. (Les journaux.)

Damarkinos a déclaré : « Les insurrections ne font qu'une révolution pour une idée, ce n'est qu'un groupe d'extrême-gauche qui lutte pour la prise du pouvoir ».

(La radio française.)

La parti communiste ne serait-il plus d'extrême-gauche en Grèce ?

Nolrolo & Bénétier S.A. Lyon - 31-4977
Dépot légal : 1^{er} trimestre 1945.
Gérante : Mme RUFFAT
Tirage de 3.000 ex.